

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 12

[S - C - 97/27711]

4 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées aux Fonds de promotion « Produits des grandes cultures », « Horticulture », « Elevage et viande », « Lait », « Petit élevage et divers » et « Agro-alimentaire » constitués au sein de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, tel que modifié par les décrets du 20 juin 1996 et du 25 juillet 1996, notamment l'article 4, § 1^{er}, 3°, § 2 et § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits des grandes cultures », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande », tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 17 octobre 1996 et 5 décembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Agro-alimentaire », tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 1996;

Vu la proposition de la section consultative « Horticulture » en date du 25 juin 1997;

Vu la proposition de la section consultative « Elevage et viande » en date du 3 septembre 1997;

Vu la proposition de la section consultative « Petit élevage et divers » en date du 12 juin 1997;

Vu la proposition de la section consultative « Agro-alimentaire » en date du 28 août 1997;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, donné le 7 octobre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de modifier sans délai les réglementations fixant pour la Région wallonne les cotisations obligatoires destinées aux divers fonds de promotion de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture et ce, afin de donner audit Office les moyens financiers de remplir ses missions de promotion;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture »

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Les cotisations annuelles obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits horticoles non comestibles du Fonds de Promotion « Horticulture » sont déterminées comme suit :

1° Une cotisation annuelle fixe de trois mille francs doit être payée par tous les producteurs, points de vente et vendeurs dans le secteur des produits horticoles non comestibles exerçant leur activité en Région wallonne.

2° Pour les pépiniéristes forestiers et les producteurs de sapins de Noël, exerçant leur activité en Région wallonne, la cotisation est de trois mille francs si la superficie productrice est supérieure à 0,5 hectare et inférieure à deux hectares; de cinq mille francs si la superficie productrice est égale ou supérieure à deux hectares et inférieure à sept hectares et de dix mille francs si la superficie productrice est égale ou supérieure à sept hectares ».

La base de calcul de la cotisation est la superficie productrice utilisée au cours de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

3° Les cotisations énoncées aux deux premiers points du présent article sont augmentées d'une cotisation variable de trois mille francs pour les assujettis ayant de un à quatre employés; de six mille francs pour les assujettis ayant de cinq à neuf employés; de neuf mille francs pour les assujettis ayant de dix à vingt employés et de quinze mille francs pour les assujettis ayant plus de vingt employés.

En vue de l'application de cet article, on entend par « employés » : les travailleurs et assimilés ressortissant à l'Office national de Sécurité sociale, à l'exception des apprentis.

La cotisation variable est établie sur base du nombre moyen d'employés occupés au cours de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Afin de pouvoir fixer le montant des cotisations énoncées à l'article 1^{er}, l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture peut demander aux assujettis de remettre, endéans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration, des déclarations relatives, respectivement :

1° à la superficie productrice;

2° à l'emploi dans leur entreprise ou point de vente.

§ 2. A défaut de rentrer les déclarations énoncées au § 1^{er} dans le délai prescrit, une cotisation forfaitaire de cinquante mille francs sera due ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

« Fruits » : tous les fruits produits en Région wallonne, à l'exception des raisins;

« Légumes frais » : tous les légumes produits en Région wallonne selon une culture conventionnelle et/ou biologique et non destinés à l'industrie de la transformation;

« Légumes industriels » : tous les légumes produits en Région wallonne sur base d'un contrat de culture et destinés à l'industrie de la transformation ».

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Les cotisations annuelles obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits horticoles comestibles du Fonds de promotion « Horticulture » sont déterminées comme suit :

1° le producteur de raisins paie une cotisation de cent francs par serre utilisée pour la culture du raisin, avec une cotisation minimale de cinq cents francs par entreprise;

2° le producteur de champignons comestibles paie une cotisation de quatre francs par mètre carré de culture, avec une cotisation minimale de mille francs par entreprise;

3° le producteur de légumes frais paie une cotisation de deux mille cinq cents francs si la superficie productrice est de moins d'un hectare et de sept mille cinq cents francs si la superficie de terre cultivée est égale ou supérieure à un hectare;

4° le producteur de légumes industriels paie une cotisation de cent cinquante francs par hectare de superficie productrice;

5° le producteur de fruits paie une cotisation de mille cinq cent francs pour une superficie productrice inférieure ou égale à deux hectares, augmentée d'un montant de mille francs par hectare de superficie productrice supplémentaire.

§ 2. La base de calcul des cotisations énoncées au § 1^{er} est la superficie utilisée au cours de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due ».

Art. 5. L'article 10 du même arrêté est complété par le point suivant :

« * Les administrations communales ».

CHAPITRE II. — Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande »

Art. 6. L'article 2, deuxième point du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Celui qui abat ou fait abattre des porcs dans un abattoir public ou privé paie une cotisation de dix francs par porc abattu, propre à la consommation humaine, à l'exception des animaux importés vivants.

De cette cotisation, cinq francs par porc abattu sont portés au compte du fournisseur des porcs.

De cette cotisation, cinq francs par porc abattu sont portés au compte de l'acheteur des porcs abattus ou un montant équivalent de six centimes par kilo de viande porcine est porté au compte de l'acheteur de parties de porcs découpés ».

CHAPITRE III. — Modifications apportées à l'arrêté du 14 décembre 1995 fixant les cotisations destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers »

Art. 7. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 2, § 1^{er}, 2° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Les centres d'emballage d'œufs agréés par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle de trois mille francs s'ils ont une capacité technique de triage maximale comprise entre cinq mille œufs à l'heure et quinze mille œufs à l'heure, et cinq mille francs s'ils ont une capacité technique de triage maximale égale ou supérieure à quinze mille œufs à l'heure ».

2° La même disposition est complétée par le paragraphe suivant :

« § 3. La base de calcul des cotisations énoncées au § 1^{er}, 1° à 7° et 12° est constituée par les données de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due ».

Art. 8. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° Les pisciculteurs et les entreprises de transformation de poisson exerçant leur activité en Région wallonne paient une cotisation annuelle de deux mille cinq cents francs s'ils ont un chiffre d'affaires inférieur à cinq millions de francs, dix mille francs s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à cinq millions de francs et inférieur à vingt-cinq millions de francs, douze mille cinq cents francs s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à vingt-cinq millions de francs et inférieur à cinquante millions de francs et vingt mille francs s'ils ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à cinquante millions de francs ».

La base de calcul de la cotisation est constituée par les données de l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

2° Les points de vente de poisson et les pêcheries pratiquant la vente situés en Région wallonne paient une cotisation annuelle de deux mille francs ».

CHAPITRE IV. — *Modifications apportées à l'arrêté du 14 décembre 1995 fixant les cotisations destinées au Fonds de promotion « Agro-alimentaire »*

Art. 9. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les deuxième et troisième points sont remplacés, respectivement, par les dispositions suivantes :

« 2° Employés : les travailleurs et assimilés ressortissant à l'Office national de Sécurité sociale, à l'exception des apprentis et des stagiaires »;

« 3° Dépôts : les commerces de détail de pain, pâtisseries et confiseries ».

Art. 10. L'article 2, § 1^{er}, troisième tiret du même arrêté est abrogé.

Art. 11. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La cotisation variable énoncée à l'article 2, § 2, est établie sur base du nombre moyen d'employés occupés pendant l'année civile précédant celle pour laquelle la cotisation est due.

Afin de fixer le montant de cette cotisation, l'Office peut demander aux cotisants de lui remettre, endéans les trente jours de l'envoi du formulaire de déclaration, une déclaration relative à l'emploi dans leur entreprise ou point de vente.

A défaut de rentrer la déclaration dans le délai prescrit, une cotisation forfaitaire de cinquante mille francs sera due. »

CHAPITRE V. — *Autres dispositions*

Art. 12. Dans les articles suivants, les mots « avec un minimum de 1 500 FB par cotisation arriérée » sont remplacés par les mots « avec un minimum de 3 000 FB par cotisation arriérée » :

1° A l'article 6, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits de grandes cultures »;

2° A l'article 7, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture »;

3° A l'article 4, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande »;

4° A l'article 6, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »;

5° A l'article 9, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers »;

6° A l'article 5, dernier alinéa de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion « Agro-alimentaire ».

Art. 13. Les dispositions suivantes sont abrogées :

1° L'article 5 de l'arrêté du gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Produits de grandes cultures »;

2° L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Horticulture »;

3° L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Elevage et viande »;

4° L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Lait »;

5° L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de promotion « Petit élevage et divers »;

6° L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les cotisations obligatoires destinées au fonds de promotion « Agro-alimentaire ».

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1998.

Art. 15. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 12

[S - C - 97/27711]

4. DEZEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten der innerhalb des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) gegründeten « Fonds de promotion » « Produits des grandes cultures » » (Förderfonds Produkte der Großkulturen), « Horticulture » (Gartenbau), « Elevage et viande » (Zucht und Fleisch), « Lait » (Milch), « Petit élevage et divers » (Kleintierzucht und sonstiges) und « Agro-alimentaire » (Landwirtschaftliche Nahrungsmittel)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture », in seiner durch die Dekrete vom 20. Juni 1996 und vom 25. Juli 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4, § 1, 3°, § 2 und § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. September 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Produits des grandes cultures » » (Förderfonds Produkte der Großkulturen) in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Horticulture » » (Förderfonds Gartenbau) in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Elevage et viande » » (Förderfonds Zucht und Fleisch) in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 und vom 5. Dezember 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Lait » » (Förderfonds Milch) in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Petit Elevage et divers » » (Kleintierzucht und sonstiges) in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Agro-alimentaire » » (Förderfonds Landwirtschaftliche Nahrungsmittel) in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung « Gartenbau » vom 25. Juni 1997;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung « Zucht und Fleisch » vom 3. September 1997;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung « Kleintierzucht und sonstiges » vom 12. Juni 1997;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung « Landwirtschaftliche Nahrungsmittel » vom 28. August 1997;

Aufgrund des am 7. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture »;

Aufgrund des am 28. November 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 4. Dezember 1997 abgegebenen Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Bestimmungen, auf deren Grundlage die Pflichtbeiträge zugunsten der verschiedenen Förderfonds des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » auf dem Gebiet der Wallonischen Region festgelegt werden, unverzüglich abzuändern sind, damit dem genannten Amt die finanziellen Mittel bereitgestellt werden, um ihm zu ermöglichen, seine Förderungsaufgaben zu erfüllen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Horticulture » » (Förderfonds Gartenbau)

Artikel 1. Artikel 1 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 1. Die jährlichen Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte für die ungenießbaren Erzeugnisse des Förderfonds « Gartenbau » werden folgendermaßen festgelegt:

1° Ein auf 3 000 BEF festgelegter jährlicher fester Beitrag ist von allen Erzeugern, Verkaufsstellen und Verkäufern des Bereiches der ungenießbaren Gartenbauerzeugnisse, die ihre Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben, zu zahlen.

2° Für die in der Wallonie gelegenen Baumschulen und Erzeuger von Weihnachtsbäumen, die ihre Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben, beläuft sich der Beitrag auf 3 000 BEF, wenn die Ertragsfläche größer als 0,5 und kleiner als 2 Hektar ist, auf 5 000 BEF, wenn die Ertragsfläche gleich oder größer als 2 und kleiner als 7 Hektar ist und auf 10 000 BEF, wenn die Ertragsfläche größer als 7 Hektar ist.

Als Grundlage für die Berechnung des Beitrags dient die Ertragsfläche, die im Laufe des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist, bewirtschaftet wurde.

3° Die in den Punkten 1° und 2° des vorliegenden Artikels angeführten Beiträge werden um einen variablen Beitrag erhöht, der sich auf 3 000 BEF beläuft für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 1 und 4 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 6 000 BEF beläuft für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 5 und 9 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 9 000 BEF beläuft für die Zahlungspflichtigen, die zwischen 10 und 20 Arbeitnehmer beschäftigen; der sich auf 15 000 BEF beläuft für die Zahlungspflichtigen, die mehr als 20 Arbeitnehmer beschäftigen.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als « Arbeitnehmer »: die Arbeiter und die ihnen gleichgestellten Personen, die dem Landesamt für soziale Sicherheit unterstellt sind, mit Ausnahme der Lehrlinge.

Der variable Beitrag wird festgelegt auf der Grundlage der durchschnittlichen Anzahl Arbeitnehmer, die im Laufe des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist, beschäftigt wurden. »

Art. 2. Artikel 2 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 2. § 1. Um die in Artikel 1 angeführten Beiträge festlegen zu können, ist das « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » berechtigt, die Beitragszahler aufzufordern, innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung des betreffenden Formulars eine Erklärung bezüglich folgender Informationen zu übermitteln:

1° die Ertragsfläche;

2° die Beschäftigungslage in ihrem Unternehmen oder in ihrer Verkaufsstelle.

§ 2. Werden diese in § 1 angeführten Erklärungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, ist ein pauschaler Beitrag von 50 000 BEF zu zahlen. »

Art. 3. Artikel 3 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 3. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

« Früchte »: alle in der Wallonischen Region angebauten Früchte, mit Ausnahme der Weintrauben;

« Frischgemüse »: alle in der Wallonischen Region angebauten Gemüsesorten aus herkömmlichem und/oder biologischem Anbau, die nicht für die verarbeitende Industrie bestimmt sind;

« Industriegemüse »: alle in der Wallonischen Region im Rahmen eines Anbauvertrags angebauten Gemüsesorten, die für die verarbeitende Industrie bestimmt sind. »

Art. 4. Artikel 4 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 4. § 1. Die jährlichen Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte für die genießbaren Erzeugnisse des Förderfonds « Gartenbau » werden folgendermaßen festgelegt:

1° ein Traubenerzeuger zahlt einen Beitrag von 100 BEF pro für den Anbau von Trauben benutztes Treibhaus. Der Mindestbeitrag pro Unternehmen beläuft sich auf 500 BEF;

2° ein Erzeuger von Speisepilzen zahlt einen Beitrag von 4 BEF pro Quadratmeter Pilzkultur. Der Mindestbeitrag pro Unternehmen beläuft sich auf 1000 BEF;

3° ein Erzeuger von Frischgemüse zahlt einen Beitrag von 2 500 BEF, falls die Ertragsfläche kleiner ist als ein Hektar und 7 500 BEF, falls die Ertragsfläche gleich oder größer ist als ein Hektar;

4° ein Erzeuger von Industriegemüse zahlt einen Beitrag von 150 BEF pro Hektar Ertragsfläche;

5° ein Obsterzeuger zahlt einen Beitrag von 1 500 BEF für eine Ertragsfläche, die kleiner oder gleich ist als zwei Hektar. Pro zusätzliches Hektar Ertragsfläche wird dieser Beitrag um 1 000 BEF erhöht.

§ 2. Als Grundlage für die Berechnung der in §1 angeführten Beiträge dient die Ertragsfläche, die im Laufe des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist, bewirtschaftet wurde. »

Art. 5. Artikel 10 des genannten Erlasses wird durch folgenden Punkt ergänzt:

« * die Gemeindeverwaltungen. »

KAPITEL II. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Elevage et viande » (Förderfonds Fleisch und Zucht)

Art. 6. Artikel 2, Punkt 2 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 2° Jede Person, die Schweine in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro für den menschlichen Verzehr geeignetes Schlacht tier einen Beitrag von 10 BEF mit Ausnahme der lebend eingeführten Tiere.

Von diesem Beitrag gehen 5 BEF pro geschlachtetes Schwein auf das Konto des Lieferanten.

Von diesem Beitrag gehen 5 BEF pro geschlachtetes Schwein auf das Konto des Käufers von geschlachteten Schweinen oder ein Betrag von 6 Centimes pro Kilo Schweinefleisch geht auf das Konto des Käufers von zerlegten Schweineteilen. »

KAPITEL III. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Petit élevage et divers » (Förderfonds Kleintierzucht und sonstiges)

Art. 7. Artikel 2 des genannten Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Artikel 2, §1, 2° des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 2° Die durch das Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft anerkannten Eierverpackungszentren entrichten einen Jahresbeitrag von 3 000 BEF wenn ihre maximale technische Sortierkapazität zwischen 5 000 und 15 000 Eier pro Stunde liegt und 5 000 BEF wenn ihre maximale technische Sortierkapazität 15 000 Eier pro Stunde erreicht oder übersteigt. »

2° Die gleiche Bestimmung wird durch folgenden Paragraphen ergänzt:

« § 3. Die Berechnungsgrundlage der in § 1, 1° bis 7° und 12° angeführten Beiträge ergibt sich aus den Angaben des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist. »

Art. 8. Artikel 5 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 1° Die Fischzüchter und die Fischverarbeitungsbetriebe, die ihre Tätigkeit in der wallonischen Region ausüben, entrichten einen Jahresbeitrag von 2 500 BEF, falls ihr Jahresumsatz unter 5 000 000 BEF liegt, von 10 000 BEF, falls ihr Jahresumsatz 5 000 000 BEF erreicht oder übersteigt und unter 25 000 000 BEF liegt, von 12 500 BEF, falls ihr Jahresumsatz 25 000 000 BEF erreicht oder übersteigt und unter 50 000 000 BEF liegt und von 20 000 BEF, falls ihr Jahresumsatz 50 000 000 BEF erreicht oder übersteigt.

Die Berechnungsgrundlage des Beitrags ergibt sich aus den Angaben des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist.

2° Die in der wallonischen Region ansässigen Verkaufsstellen für Fisch und Fischereien, die Fisch verkaufen, entrichten einen Jahresbeitrag von 2 000 BEF. »

KAPITEL IV. — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des « Fonds de Promotion « Agro-alimentaire » (Förderfonds Landwirtschaftliche Nahrungsmittel)

Art. 9. In Artikel 1 des genannten Erlasses werden die Punkte 2° und 3° jeweils durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« 2° Arbeitnehmer: die Arbeiter und die ihnen gleichgestellten Personen, die dem Landesamt für soziale Sicherheit unterstellt sind, mit Ausnahme der Lehrlinge und der Praktikanten;

3° Lager: der Einzelhandel für Brot, Gebäck und Süßwaren. »

Art. 10. Artikel 2, §1, Strich 3 des genannten Erlasses wird aufgehoben.

Art. 11. Artikel 3 des genannten Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Der in Artikel 2, § 2 angeführte variable Beitrag wird festgelegt auf der Grundlage der durchschnittlichen Anzahl Arbeitnehmer, die im Laufe des Kalenderjahres, das dem vorausgeht, für das ein Beitrag zu zahlen ist, beschäftigt wurden.

Um den Beitrag festlegen zu können, ist das « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » berechtigt, die Beitragszahler aufzufordern, innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung des betreffenden Formulars eine Erklärung bezüglich der Beschäftigungslage in ihrem Unternehmen oder in ihrer Verkaufsstelle zu übermitteln.

Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, ist ein pauschaler Beitrag von 50 000 BEF zu zahlen. »

KAPITEL V. — Sonstige Bestimmungen

Art. 12. In den nachstehend angeführten Artikeln wird der Wortlaut « wobei der Mindestbetrag pro rückständigen Beitrag 1 500 BEF beträgt » durch den Wortlaut « wobei der Mindestbetrag pro rückständigen Beitrag 3 000 BEF beträgt » ersetzt:

1° Artikel 6, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Produkte der Großkulturen »;

2° Artikel 7, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Gartenbau »;

3° Artikel 4, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Zucht und Fleisch »;

4° Artikel 6, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Milch »;

5° Artikel 9, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Kleintierzucht und sonstiges »;

6° Artikel 5, letzter Absatz des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Landwirtschaftliche Nahrungsmittel ».

Art. 13. Nachfolgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Produkte der Großkulturen »;

2° Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Gartenbau »;

3° Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Zucht und Fleisch »;

4° Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Milch »;

5° Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Kleintierzucht und sonstiges »;

6° Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 zur Festlegung der Pflichtbeiträge Förderfonds « Landwirtschaftliche Nahrungsmittel ».

Art. 14. Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam.

Art. 15. Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 12

[S - C - 97/27711]

4 DECEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor de Bevorderingsfondsen « Akkerbouwprodukten », « Tuinbouw », « Veeteelt en vlees », « Zuivel », « Kleinvee en allerlei » en « Agro-voedingsmiddelen »

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), gewijzigd bij de decreten van 20 juni 1996 en 25 juli 1996, inzonderheid op artikel 4, § 1, 3°, § 2 en § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 september 1996, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Akkerbouwprodukten », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Tuinbouw », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Veeteelt en vlees », zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 oktober 1996 en 5 december 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Zuivel », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Kleinvee en allerlei », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Agro-voedingsmiddelen », zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 1996;

Gelet op het voorstel van de adviesafdeling « Tuinbouw » van 25 juni 1997;

Gelet op het voorstel van de adviesafdeling « Veeteelt en Vlees » van 3 september 1997;

Gelet op het voorstel van de adviesafdeling « Kleinvee en allerlei » van 12 juni 1997;

Gelet op het voorstel van de adviesafdeling « Agro-voedingsmiddelen » van 28 augustus 1997;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture », gegeven op 7 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regelingen tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor de verschillende Bevorderingsfondsen van de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » zo spoedig mogelijk gewijzigd moeten worden opdat voornoemde dienst over de nodige financiële middelen kan beschikken om zijn bevorderingsopdrachten te vervullen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Tuinbouw »*

Artikel 1. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De jaarlijkse verplichte bijdragen voor de bevordering van de afzet van niet-eetbare tuinbouwprodukten van het Bevorderingsfonds « Tuinbouw » worden vastgesteld als volgt :

1° een vaste jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank te betalen door alle in het Waalse Gewest gevestigde kwekers, verkooppunten en verkopers van de sector van de niet-eetbare tuinbouwprodukten;

2° wat de in het Waalse Gewest gevestigde bosboom- en kerstboomkwekers betreft, bedraagt de bijdrage drieduizend frank voor een landbouwoppervlakte van 0,5 tot 2 ha, vijfduizend frank voor een landbouwoppervlakte van 2 tot 7 ha, en tienduizend frank voor een landbouwoppervlakte van 7 ha of meer. De bijdrage wordt berekend op basis van de landbouwoppervlakte die gebruikt werd in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is;

3° de in de punten 1° en 2° van dit artikel bedoelde bijdragen worden verhoogd met een variabele bijdrage van drieduizend frank voor de bijdrageplichtigen die één tot vier werknemers in dienst hebben; zesduizend frank voor bijdrageplichtigen met vijf tot negen werknemers; negenduizend frank voor bijdrageplichtigen met tien tot twintig werknemers en vijftienduizend frank voor bijdrageplichtigen met meer dan twintig werknemers.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « werknemers » verstaan : de arbeiders en gelijkgestelden die onder de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ressorteren, met uitzondering van de leerlingen.

De variabele bijdrage wordt vastgesteld op grond van het gemiddeld aantal werknemers die tewerkgesteld zijn in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Om het bedrag van de in artikel 1 bedoelde bijdragen te kunnen bepalen, kan de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » de bijdrageplichtigen vragen binnen dertig dagen na de toezending van het aangifteformulier aangiften in te dienen m.b.t. :

1° de landbouwoppervlakte;

2° de tewerkstelling binnen hun bedrijf of verkooppunt.

§ 2. Indien de in § 1 bedoelde aangiften niet binnen de voorgeschreven termijn worden ingediend, moet een forfaitaire bijdrage van vijftigduizend frank betaald worden. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

« Fruit » : al de in het Waalse Gewest gekweekte fruitsoorten, met uitzondering van druiven;

« Verse groenten » : al de in het Waalse Gewest op een conventionele en/of biologische wijze gekweekte groenten die niet voor de verwerkingsindustrie bestemd zijn;

« Industriële groenten » : al de in het Waalse Gewest op grond van een teeltovereenkomst gekweekte groenten die voor de verwerkingsindustrie bestemd zijn. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. De jaarlijkse verplichte bijdragen voor de bevordering van de afzet van eetbare tuinbouwproducten van het Bevorderingsfonds « Tuinbouw » worden vastgesteld als volgt :

1° de druiventeler betaalt een jaarlijkse bijdrage van 100 frank per druivenkas, met een minimale bijdrage van vijfhonderd frank per bedrijf;

2° de teler van eetbare paddestoelen betaalt een jaarlijkse bijdrage van vier frank per vierkante meter bouwland, met een minimale bijdrage van duizend frank per bedrijf;

3° de kweker van verse groenten betaalt een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend vijfhonderd frank indien zijn landbouwoppervlakte kleiner is dan één hectare, en van zeventien duizend vijfhonderd frank indien ze één hectare of meer bedraagt;

4° de kweker van industriële groenten betaalt een bijdrage van honderd vijftig frank per hectare landbouwgrond;

5° de fruitkweker betaalt een jaarlijkse bijdrage van vijftienhonderd frank voor een landbouwoppervlakte van twee hectaren of minder, verhoogd met een bedrag van duizend frank per bijkomende hectare.

§ 2. De in § 1 bedoelde bijdragen worden berekend op basis van de landbouwoppervlakte die gebruikt werd in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is. »

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende punt :

« * De gemeentelijke besturen ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Veeteelt en vlees »

Art. 6. Artikel 2, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 2° Wie varkens slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt een bijdrage van tien frank per geslacht varken dat voor verbruik geschikt is, met uitzondering van de ingevoerde levende dieren.

Vijf frank van die bijdrage per geslacht varken worden op de rekening van de varkensleverancier gestort.

Vijf frank van die bijdrage per geslacht varken worden gestort op de rekening van de koper van de geslachte varkens of een gelijkwaardig bedrag van zes centiem per kilo varkensvlees wordt gestort op de rekening van de koper van stukken aangesneden varkens. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds « Kleinvee en allerlei »

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 2, § 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 2° De door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende pakstations voor eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank indien ze een maximale technische sorteercapaciteit hebben van vijf- à vijftienduizend eieren per uur, en van vijfduizend frank voor een maximale technische sorteercapaciteit van vijftienduizend eieren per uur of meer. »

2° Dezelfde bepaling wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. De in § 1, 1° tot 7° en 12°, bedoelde bijdragen worden berekend op basis van de gegevens van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is. »

Art. 8. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 1° De in het Waalse Gewest gevestigde viskwekers en visverwerkingsbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend vijfhonderd frank als hun omzet lager is dan vijf miljoen frank, van tienduizend frank voor een omzet van vijf à vijftienduizend miljoen frank, van twaalfduizend vijfhonderd frank voor een omzet van vijftienduizend à vijftig miljoen frank, en van twintigduizend frank voor een omzet van vijftig miljoen frank of meer.

De bijdrage wordt berekend op basis van de gegevens van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

2° De in het Waalse Gewest gelegen visverkooppunten en de visgronden die vis verkopen, betalen een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend frank. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Agro-voedingsmiddelen »

Art. 9. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de punten 2° en 3° respectievelijk vervangen als volgt :

« 2° Bedienden : de werknemers en gelijkgestelden die onder de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ressorteren, met uitzondering van de leerlingen en stagiaires;

3° Opslagplaatsen : bakkerijen, banket- en suikerbakkerijen. »

Art. 10. Artikel 2, § 1, derde streepje, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De in artikel 2, § 2, bedoelde variabele bijdrage wordt vastgesteld op grond van het gemiddeld aantal werknemers die tewerkgesteld zijn in de loop van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

Om het bedrag van die bijdrage te kunnen bepalen, kan de Dienst de bijdrageplichtigen vragen binnen dertig dagen na de zending van het aangifteformulier een aangifte in te dienen m.b.t. de tewerkstelling binnen hun bedrijf of verkooppunt.

Indien de aangifte niet is ingediend binnen de voorgeschreven termijn, moet een forfaitaire bijdrage van vijftigduizend frank betaald worden. »

HOOFDSTUK V. — *Andere bepalingen*

Art. 12. In de volgende artikelen wordt het zinsdeel « met een minimum van 1 500 frank per achterstallige bijdrage » vervangen door het zinsdeel « met een minimum van 3 000 frank per achterstallige bijdrage » :

1° In artikel 6, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Akkerbouwprodukten »;

2° In artikel 7, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Tuinbouw »;

3° In artikel 4, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Veeteelt en vlees »;

4° In artikel 6, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Zuivel »;

5° In artikel 9, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Kleinvee en allerlei »;

6° In artikel 5, laatste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Agro-voedingsmiddelen ».

Art. 13. De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Akkerbouwprodukten »;

2° Artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Tuinbouw »;

3° Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Veeteelt en vlees »;

4° Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Zuivel »;

5° Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Kleinvee en allerlei »;

6° Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 tot vaststelling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds « Agro-voedingsmiddelen ».

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

Art. 15. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

**18 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création d'une cellule administrative provisoire
chargée de préparer la mise en place de l'Agence wallonne à l'Exportation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, VI, 3°, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole d'accord n° 257 du Comité de secteur n° XVI du 5 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement vient de soumettre au Conseil régional wallon un projet de décret créant l'Agence wallonne à l'Exportation;